

Cette mort qui a tout changé

“T’aurais pas dû mourir”

C'est par un défilé de deuil que les étudiants et les lycéens ont marqué, mercredi, leur victoire. Le deuil d'un Beur de 22 ans, mort sous la matraque. Un seul mot d'ordre : « Plus jamais ça ! »

Il ne devrait pas être là, les yeux révulsés et le visage tuméfié, couché dans cette cage d'escalier. Ils ne devraient pas être là, hommes en blanc penchés sur son corps, obstinés à lui redonner la vie à coups de chocs électriques. Impuissants. La porte du 20 rue Monsieur-le-Prince aurait dû se refermer plus vite pour le protéger ; ou ne jamais s'ouvrir. Pas l'emprisonner dans un espace clos, livré à des hommes en uniformes, casqués et armés de matraques. Surexcités. Le jeune homme de 22 ans, sage et fragile, ne pouvait rien faire, sinon mettre ses mains sur la tête et supplier : « Laissez-moi. Je n'ai rien fait », d'une voix plus sourde à chaque coup. Ils voulaient étouffer sa voix ; ils ont réussi.

Malik n'aurait jamais dû vivre. Les spécialistes de médecine infantile s'étaient acharnés pendant neuf ans à sauver cet enfant atteint de malformation rénale congénitale pour le transformer en un adolescent presque comme les autres. Il ne fallait pas en faire un rescapé de la mort pour le voir, une nuit de décembre, massacré à grands coups de pied et de bâton.

Vilain scénario. Il est 1 heure, samedi 6 décembre. La nuit brûle au quartier Latin. Paul Bayzelon, 27 ans, fonctionnaire au ministère des Finances, rentre chez lui, au 20 rue Monsieur-le-Prince. Cavalcade dans le quartier : les honda du peloton voltigeur motocycliste chassent le manifestant. A l'avant, un motard professionnel ; sur le siège arrière, un passager, moniteur de la compagnie sportive, balaie les trottoirs de son « bidule », une matraque de bois de 1,10 mètre de long. Les passagers sont des volontaires. Avec eux, un simple passant devient vite un manifestant. Paul Bayzelon tape son code d'entrée. Derrière lui, Malik Oussekin se précipite. Le fonctionnaire le laisse entrer mais il n'aura pas le temps de refermer la porte. Une matraque s'intercale dans l'ouverture.

Après ? « On entendait les coups à travers le mur malgré la musique », raconte, choqué, un groupe d'adolescents qui fêtait ce soir-là un anniversaire dans le bar à vins voisin. A l'intérieur, les policiers frappent Malik debout. Il



M.E. - Sipa Press

Malik

Malik Oussekin

tombe. On continue à le frapper au ventre, aux reins, à la nuque. Longtemps. Puis ils se tournent vers Paul Bayzelon. Quand, le visage en sang, il réussit à montrer sa carte tricolore de fonctionnaire, les trois hommes quittent l'immeuble. Il y a du sang sur le mur d'entrée, dans le couloir. Malik respire très fort : « *Je croyais qu'il se reposait.* » Sonné, le fonctionnaire a du mal à se traîner chez lui.

Dehors, les passagers au casque blanc s'attardent une dizaine de minutes « *hyperexcités, occupés à rechercher quelque chose sous les voitures et près d'une bouche d'égout. Je ne sais pas quoi* », raconte Henri Salomones, un reporter photo indépendant. A l'intérieur, Malik se meurt. Le journaliste le découvre dans le couloir. Sans vie, méconnaissable : « *Je ne l'ai pas reconnu plus tard sur les photos d'identité.* » Les motards sont partis. Sur place, les médecins du Samu n'arrivent pas à réanimer le corps. « *Cette personne [Malik] n'est pas victime d'un malaise cardiaque, indi-*

que le médecin dans son rapport, *mais a dû recevoir un coup derrière la tête. Il serait préférable de ne pas communiquer cette information à la foule.* »

Malik, Français d'origine algérienne, est né à Versailles. Jeunesse d'enfant fragile, en raison de son insuffisance rénale. Mais l'adolescent fait du sport. Il aime la vie, suit des études à l'École supérieure des Professions immobilières et veut un métier. Vite. Malik est un impatient. Famille, voisins, professeurs... tous disent la même chose : « *Sérieux, travailleur, affamé de savoir.* » Malik, un casseur ? Non. Un enfant sage, pressé de s'intégrer.

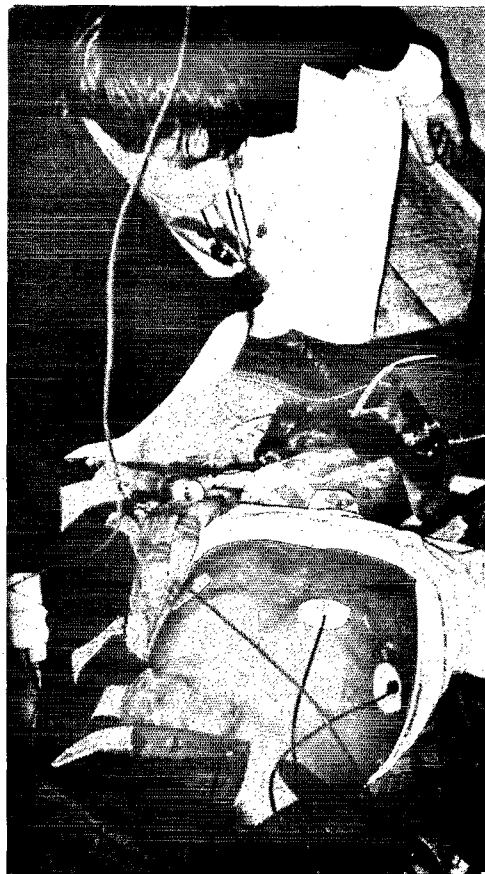
Mais les victimes ont toujours un défaut. Le mort avait le tort d'être malade. « *Dans n'importe quelle affaire de ce genre, le parquet aurait immédiatement ouvert une information judiciaire* », s'insurge M^e Kiejman, l'avocat de la famille. Au lieu de cela, on demande au juge de « *rechercher les causes de la mort* », comme on le fait quand on suspecte un suicide ou que l'on découvre un homme mort au bord d'un fossé... « *Une façon de gagner du temps, de montrer que Malik n'est pas mort des coups* », dénonce l'avocat. Il faudra la visite d'un médecin à l'Institut médico-légal, le constat des meurtrissures sur le visage de la victime et le dépôt d'une plainte pour aboutir enfin à l'ouverture d'une information « *pour coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner* ».

Conclusion de l'autopsie : « *Les lésions de violences n'expliquent pas le décès.* » L'avocat insiste : « *C'est la confirmation que les coups ont bien été portés.* » Il explique : « *La question n'est pas de savoir si Malik en bonne santé aurait résisté aux coups ; la question est de savoir si sans ces coups il serait mort !* » Tué par les coups ? Ou mort après avoir reçu des coups ? Vilaine polémique. Cinq jours après les faits, les policiers responsables n'étaient toujours pas identifiés. Entre-temps, la FPIP (Fédération professionnelle indépendante de la Police) proche de l'extrême-droite publiait un communiqué : « *A la suite du décès d'un étudiant maghrébin qui, il faut le rappeler, a pris ses responsabilités en perturbant gravement l'ordre public, nous dénonçons la campagne antipolicière qui commence...* »

Devant l'entrée du 20 rue Monsieur-le-Prince, personne ne se pose ce genre de question. Les rubans noirs, les gerbes de fleurs et les messages couvrent les murs et le trottoir. Jeunes en jean et blouson de cuir, commerçants du quartier, cadres en complet-veston ; ils sont là, debout, immobiles. Et se taisent. Une chapelle de silence au milieu de cette rue d'habitude si bruyante qu'un inconnu a rebaptisée « *rue Monsieur-le-Prince-Malik* ». Le reste est dit sur des bouts de papier écrits au stylo-bille. Mots maladroits, tendres et touchants :

« *Malik, je t'ai pas connu
Je t'ai jamais vu
Je voulais simplement te dire
que t'aurais jamais dû mourir.* »

JEAN-PAUL MARI



Samedi 6 décembre, 1 heure, rue Monsieur-le-Prince

Un rescapé de la mort, massacré à grands coups de pied et de bâton